TRANSPARENCY INTERNATIONAL
the global coalition against corruption



INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 2025

Transparency International est un mouvement mondial animé d'une vision commune : un monde dans lequel la corruption n'a aucune prise sur les gouvernements, les entreprises, la société civile et la vie quotidienne des individus. Avec plus de 100 sections dans le monde et un secrétariat international à Berlin, nous conduisons la lutte contre la corruption pour faire de ce rêve une réalité.

www.transparency.org

Couverture : Caro Curbelo
Conception graphique : Sophie Everett et Transparency International

Nous n'avons ménagé aucun effort pour vérifier l'exactitude des informations contenues dans ce rapport. Toutes les informations sont valides jusqu'en février 2026.
Néanmoins, Transparency International ne peut être tenue responsable des conséquences de leur utilisation à d'autres fins ou dans d'autres contextes.

ISBN: 978-3-96076-286-7

Transparency International 2026. Sauf mention contraire, cette œuvre est placée sous licence CC BY-ND 4.0 DE. Citation autorisée.
Veuillez contacter Transparency International (copyright@transparency.org) pour les demandes de produits dérivés.

INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 2025

TABLE DES MATIÈRES

4-5
Carte et résultats

6-8
Résumé

9-10
Recommandations

11-12
Tendances mondiales

13-15
Évolution des niveaux de corruption

16-22
Principaux facteurs et conséquences de la corruption

Justice et état de droit

Démocratie, intégrité politique et capture de l'État

Espace civique et liberté des médias

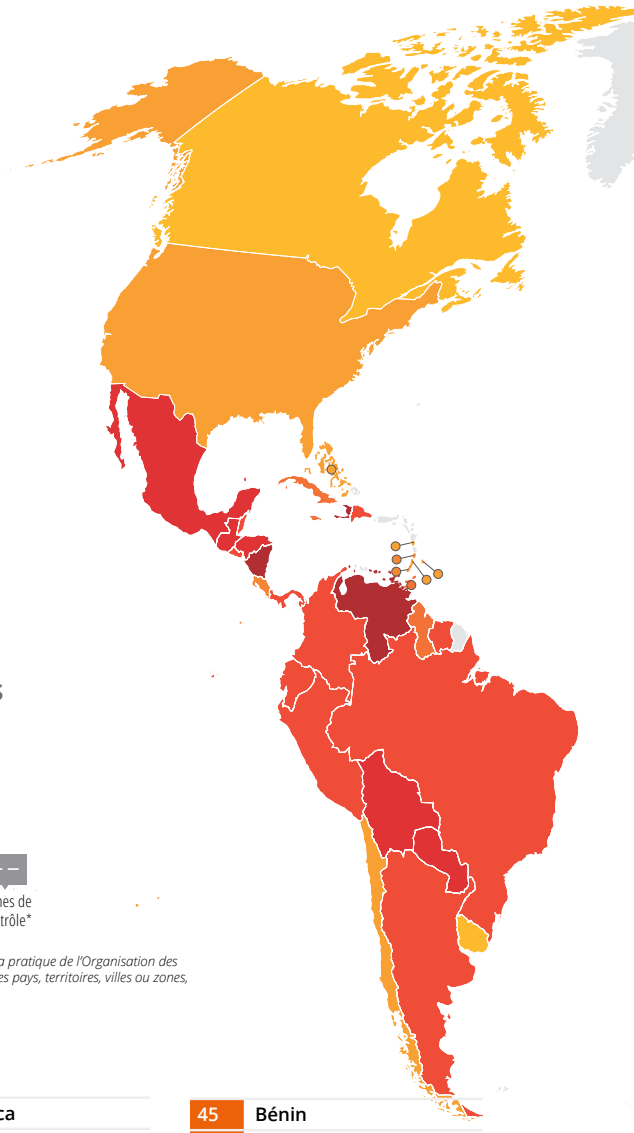
Services publics et inégalités

23-26
Notes

182 PAYS
182 SCORES

QUEL EST LE SCORE DE VOTRE PAYS ?

Niveaux perçus de corruption dans le secteur public dans 182 pays et territoires du monde entier



SCORE

Fortement corrompu — Très peu corrompu

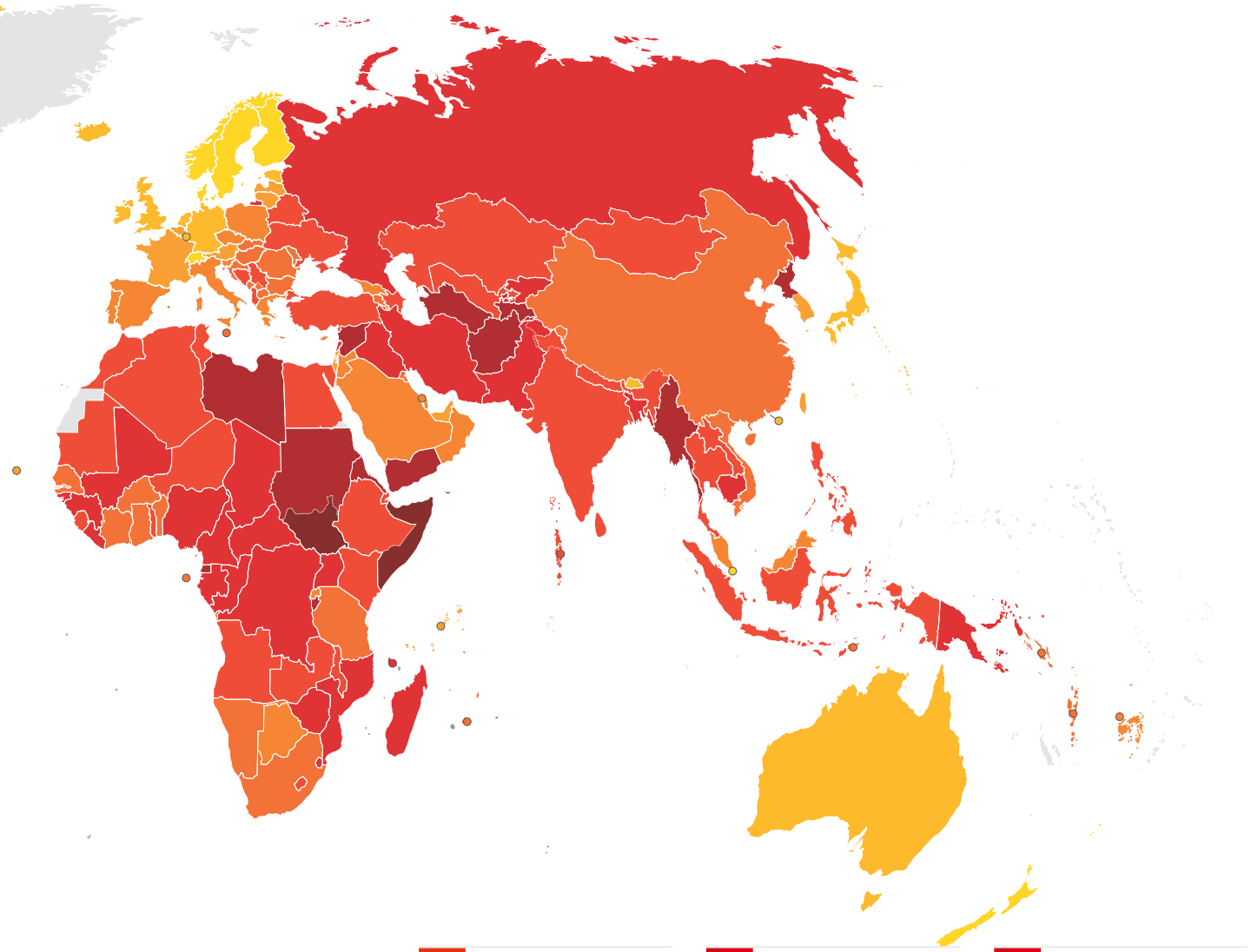
0-9 | 10-19 | 20-29 | 30-39 | 40-49 | 50-59 | 60-69 | 70-79 | 80-89 | 90-100

Pas de données | Frontières contestées* | Lignes de contrôle*

** Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent sont, à notre connaissance, conformes à la pratique de l'Organisation des Nations Unies en janvier 2026. Elles n'impliquent de la part de Transparency International aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.*

SCORE PAR PAYS/TERRITOIRE

89	Danemark
88	Finlande
84	Singapour
81	Nouvelle-Zélande
81	Norvège
80	Suède
80	Suisse
78	Luxembourg
78	Pays-Bas
77	Allemagne
77	Islande
76	Australie
76	Estonie
76	Hong Kong
76	Irlande
75	Canada
73	Uruguay
71	Bhoutan
71	Japon
70	Royaume-Uni
69	Autriche
69	Belgique
69	Émirats arabes unis
68	Barbade
68	Seychelles
68	Taïwan
66	France
65	Lituanie
64	Bahamas
64	États-Unis d'Amérique
63	Brunéi Darussalam
63	Chili
63	République de Corée (Sud)
63	Saint-Vincent-et-les Grenadines
62	Cabo Verde
62	Israël
60	Dominique
60	Lettonie
59	Tchéquie
59	Sainte-Lucie
58	Botswana
58	Qatar
58	Rwanda
58	Slovénie
57	Arabie Saoudite
56	Costa Rica
56	Grenade
56	Portugal
55	Chypre
55	Fidji
55	Espagne
53	Italie
53	Pologne
52	Malaisie
52	Oman
50	Bahreïn
50	Géorgie
50	Grèce
50	Jordanie
49	Malte
48	Maurice
48	Slovaquie
47	Croatie
47	Vanuatu
46	Arménie
46	Koweït
46	Monténégro
46	Namibie
46	Sénégal
45	Bénin
45	Roumanie
45	Sao Tomé-et-Principe
44	Jamaïque
44	Îles Salomon
44	Timor-Leste
43	Chine
43	Côte d'Ivoire
43	Ghana
43	Kosovo
42	République de Moldova
41	Afrique du Sud
41	Trinité-et-Tobago
41	Vietnam
40	Bulgarie
40	Burkina Faso
40	Cuba
40	Guyana
40	Hongrie
40	Macédoine du Nord
40	Tanzanie
39	Albanie
39	Inde



39	Maldives
39	Maroc
39	Tunisie
38	Éthiopie
38	Kazakhstan
38	Suriname
37	Colombie
37	République dominicaine
37	Gambie
37	Lesotho
37	Zambie
36	Argentine
36	Belize
36	Ukraine
35	Brésil
35	Sri Lanka
34	Algérie
34	Bosnie-Herzégovine
34	Indonésie
34	Laos
34	Malawi
34	Népal
34	Sierra Leone
33	Équateur
33	Panama
33	Serbie
33	Thaïlande
32	Angola
32	El Salvador
32	Philippines
32	Togo
31	Bélarus
31	Djibouti
31	Mongolie
31	Niger
31	Türkiye
31	Ouzbékistan
30	Azerbaïdjan
30	Égypte
30	Kenya
30	Mauritanie
30	Pérou
29	Gabon
28	Bolivie
28	Iraq
28	Libéria
28	Mali
28	Pakistan
27	Mexique
26	Cameroun
26	Guatemala
26	Guinée
26	Kirghizistan
26	Nigéria
26	Papouasie-Nouvelle-Guinée
25	Madagascar
25	Ouganda
24	Bangladesh
24	République centrafricaine
24	Paraguay
23	Congo
23	Eswatini
23	Iran
23	Liban
22	Tchad
22	Honduras
22	Russie
22	Zimbabwe
21	Guinée Bissau
21	Mozambique
20	Cambodge
20	Comores
20	République démocratique du Congo
19	Tadjikistan
17	Burundi
17	Turkménistan
16	Afghanistan
16	Haïti
16	Myanmar
15	Guinée équatoriale
15	République populaire démocratique de Corée (Nord)
15	Syrie
14	Nicaragua
14	Soudan
13	Erythrée
13	Libye
13	Yémen
10	Venezuela
9	Somalie
9	Soudan du Sud

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'ordre mondial est mis à rude épreuve par la rivalité entre les grandes puissances et le dangereux mépris des normes internationales. Les conflits armés et la crise climatique ont des effets meurtriers, et les sociétés sont de plus en plus polarisées. Pour surmonter ces difficultés, le monde a besoin de dirigeants guidés par des principes et d'institutions fortes et indépendantes qui agissent avec intégrité pour protéger l'intérêt public. Pourtant, nous constatons trop souvent l'absence d'une bonne gouvernance et de dirigeants redevables.

Dans de nombreux pays, les dirigeants invoquent des questions sécuritaires, économiques ou géopolitiques pour centraliser le pouvoir, mettre à l'écart les contre-pouvoirs et revenir sur les engagements pris à l'égard des normes internationales, y compris les mesures de lutte contre la corruption. Trop souvent, ils considèrent la transparence, le contrôle indépendant et la redevabilité envers le public comme des éléments facultatifs.

L'*Indice de perception de la corruption* 2025 (IPC) mesure les niveaux perçus de corruption dans le secteur public dans 182 pays et territoires à l'aide de 13 sources de données indépendantes, sur une échelle allant de 0 (fortement corrompu) à 100 (très peu corrompu). Cette année, pour la première fois depuis plus de dix ans, la moyenne mondiale de l'IPC a chuté jusqu'à seulement 42 sur 100. La grande majorité des pays ne parviennent pas à maîtriser la corruption : 122 pays sur 182 obtiennent un score inférieur à 50 dans l'indice. En outre, le nombre de pays obtenant une note supérieure à 80 est passé de 12 il y a dix ans à seulement 5 aujourd'hui. On observe en particulier une tendance inquiétante à l'aggravation de la perception de la corruption dans certaines démocraties : depuis les États-Unis (64), le Canada (75) et la Nouvelle-Zélande (81) à diverses parties de l'Europe, comme le Royaume-Uni (70), la France (66) et la Suède (80).

Nos recherches montrent que la corruption n'est pas inévitable. Les pays dont les scores de l'IPC se sont améliorés sur le long terme sont principalement ceux dans lesquels les dirigeants politiques et les régulateurs ont fait des efforts soutenus pour mettre en œuvre de vastes réformes juridiques et institutionnelles. Les pays dont les scores restent faibles ou diminuent sont généralement caractérisés par des contre-pouvoirs démocratiques limités ou fragilisés, une politisation des systèmes judiciaires, un abus d'influence sur les processus politiques et l'absence de protection de l'espace civique. Il n'est pas surprenant que les démocraties à part entière obtiennent plutôt de bons scores dans l'IPC, tandis que les régimes non démocratiques obtiennent généralement les pires des scores. Dans la plupart des autocraties totales, telles que le Venezuela (10) et l'Azerbaïdjan (30), la corruption est systémique et se manifeste à tous les niveaux.

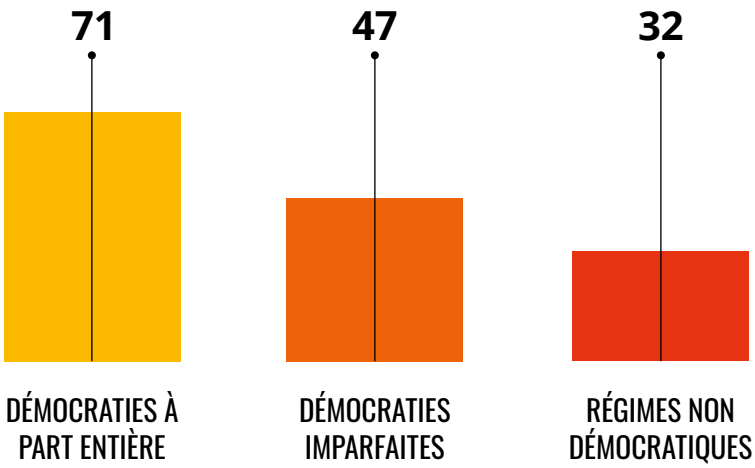
MOYENNE MONDIALE

42/100

Dans près de deux tiers des pays dont les scores de l'IPC ont baissé de façon importante depuis 2012, on observe une tendance inquiétante à la restriction des libertés d'expression, d'association et de réunion. Au cours de la dernière décennie, les ingérences politiques dans les activités des organisations non gouvernementales (ONG) se sont multipliées dans des pays tels que la Géorgie (50)[1], l'Indonésie (34)[2], le Pérou (30)[3] et la Tunisie (39)[4], où les gouvernements ont pris des mesures telles que l'adoption de nouvelles lois visant à limiter l'accès au financement de ces organisations, voire à dissoudre celles qui les contrôlent et les critiquent. Ces lois sont souvent accompagnées de campagnes de diffamation et d'intimidation. Dans de telles situations, il est plus difficile pour les journalistes indépendants, les organisations de la société civile et les lanceurs d'alerte d'élever leur voix contre la corruption. Il est également plus probable que les fonctionnaires corrompus puissent continuer à abuser de leur pouvoir.

SCORE MOYEN DANS L'IPC 2025 POUR DIFFÉRENTES FORMES DE GOUVERNEMENT*

Les démocraties à part entière combattent la corruption beaucoup plus efficacement que les démocraties imparfaites et les régimes autoritaires.



** Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit et Indice de perception de la corruption 2025 de Transparency International.*

Il en résulte souvent des services de mauvaise qualité et des crises budgétaires car les fonds publics sont mal gérés, ce qui contribue à la persistance de la pauvreté, à l'augmentation des inégalités et à la détérioration du niveau de vie de millions de personnes.

En 2025, nous avons assisté à une vague de manifestations organisées par la génération Z, les jeunes de plusieurs pays ayant obtenu de faibles scores dans l'IPC, comme la Serbie (33) et le Pérou (30), étant descendus dans la rue pour demander à leurs gouvernements de prendre des mesures et de rendre des comptes. Au Népal (34) et à Madagascar (25), ces mouvements de protestation populaire ont renversé les gouvernements en place. Ces différents groupes de manifestants étaient unis par le sentiment que leurs dirigeants abusaient de leur pouvoir pour servir leurs propres intérêts tandis qu'ils omettaient de fournir des services publics décents, d'assurer une économie stable et d'offrir des opportunités à la population.

Certaines nations puissantes ont un impact indirect sur les niveaux de corruption qui va bien au-delà de leurs frontières. L'État russe (22) a par exemple été accusé d'interférer dans les élections d'autres pays en diffusant de fausses informations et en achetant des voix dans le but d'influencer les électeurs et de favoriser l'instabilité, le recul démocratique et le rétrécissement de l'espace civique. Un autre exemple réside dans la décision du Gouvernement des États-Unis d'Amérique de suspendre temporairement, puis de limiter l'application de la loi sur les pratiques de corruption à l'étranger (Foreign Corrupt Practices Act), une loi essentielle de lutte contre la corruption qui interdit aux entreprises américaines de corrompre des fonctionnaires étrangers, envoie un signal dangereux laissant entendre que les pots-de-vin et d'autres pratiques de corruption sont acceptables.[5] Dans le même temps, les coupes de l'aide américaine au financement de groupes de la société civile à l'étranger qui surveillent leurs gouvernements sapent les efforts de lutte contre la corruption dans le monde entier. Les dirigeants politiques de différents pays en profitent également pour cibler et restreindre davantage les voix indépendantes, telles que les ONG et les journalistes. [6]

Nos recherches et notre expérience de terrain en tant que mouvement mondial de lutte contre la corruption nous ont permis de constater qu'il existe des moyens précis pour amener les détenteurs du pouvoir à rendre des comptes pour le bien commun. Transparency International appelle les gouvernements et les dirigeants du monde entier à prendre des mesures pour renforcer les systèmes judiciaires, assurer un contrôle indépendant des processus de prise de décisions et des dépenses publiques, garantir la transparence du financement des partis politiques et des campagnes électorales, et protéger l'espace civique, la démocratie et la liberté des médias. Nous les appelons en outre à collaborer entre eux pour relever les défis communs, par exemple pour fermer les canaux transfrontaliers qui facilitent la corruption transnationale comme le blanchiment d'argent et la dissimulation de fonds volés.

Comme nous l'avons vu cette année, les gouvernements qui ne répondent pas aux préoccupations de leurs citoyens peuvent être renversés par des mouvements de protestation populaire. Qui plus est, les entreprises pourraient chercher à investir ailleurs, ce qui ferait perdre aux pays des perspectives économiques et des emplois. En choisissant d'agir dans l'intérêt public et non dans l'intérêt privé, les gouvernements et les dirigeants peuvent se montrer à la hauteur de leurs responsabilités en façonnant et en entretenant des sociétés sûres, équitables et saines dans lesquelles chaque personne peut s'épanouir.

CORRUPTION TRANSFRONTIÈRES

L'indice porte sur la perception de la corruption dans le secteur public national, y compris la petite corruption administrative. Toutefois, il est également important de souligner le rôle du secteur privé dans les systèmes de corruption et de blanchiment d'argent à grande échelle, ainsi que la nature transfrontière de ce type de corruption. Un exemple clé est celui des flux internationaux d'argent sale qui entraînent des déficits importants dans les budgets de dépenses publiques des pays. Les fonctionnaires corrompus sont souvent aidés par des prestataires de services professionnels pour blanchir ou protéger des richesses illicites dans les centres financiers des pays qui sont en tête de l'IPC. Ces pays doivent faire davantage pour mettre un terme à la corruption transnationale et garantir que les auteurs de tels actes soient amenés à rendre des comptes. Ils doivent également contribuer à réparer les dommages causés par la corruption, notamment en permettant la restitution des avoirs aux sociétés auxquelles ils ont été volés.

« À l'heure de la crise climatique, de l'instabilité et de la polarisation, le monde a plus que jamais besoin de dirigeants redevables et d'institutions indépendantes pour protéger l'intérêt général ; pourtant, nous en sommes bien loin. Nous appelons les gouvernements et les dirigeants à agir avec intégrité et à se montrer à la hauteur de leurs responsabilités afin d'offrir un avenir meilleur à leurs citoyens.

Maíra Martini
Directrice générale, Transparency International



Photo : Transparency International

RECOMMANDATIONS



GARANTIR L'INDÉPENDANCE, LA TRANSPARENCE ET L'ACCESSIBILITÉ DES INSTITUTIONS JUDICIAIRES

Pour fonctionner correctement, dissuader les délinquants potentiels et protéger les personnes qui dénoncent la corruption, les systèmes judiciaires nationaux doivent être protégés de toute interférence au service d'intérêts politiques ou économiques. Il s'agit notamment de faire en sorte que les nominations et les promotions ne soient pas sujettes à des pressions extérieures. Les systèmes judiciaires doivent également être dotés de ressources suffisantes, les décisions de justice doivent être motivées et susceptibles de recours, et les tribunaux doivent rendre publiques les décisions qu'ils rendent et les données sur lesquelles ils se fondent.



S'ATTAQUER À L'ABUS D'INFLUENCE SUR LA PRISE DE DÉCISION POLITIQUE

Les citoyens méritent de savoir qui finance les partis politiques et les candidats, ou qui influence les décisions. Il est important que le financement politique, les conflits d'intérêts et le lobbying soient réglementés, documentés et soumis à un contrôle public afin de garantir que la démocratie est protégée de toute possibilité de corruption. La transparence et la limitation des dons politiques empêchent les groupes industriels riches et qui ont des relations haut-placées d'influencer de façon abusive les politiques, les budgets et les institutions publiques en fonction de leurs propres intérêts plutôt que de l'intérêt général. Tout cela est essentiel pour que les gouvernements se montrent à la hauteur de leur responsabilité en élaborant des politiques qui protègent les sociétés et garantissent un climat et des écosystèmes sains.



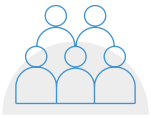
FACILITER L'ACCÈS À LA JUSTICE DES PERSONNES LÉSÉES PAR LA CORRUPTION

Les individus et les communautés, et pas seulement les États, lésés par la corruption devraient avoir accès à la justice, soit directement, soit par l'intermédiaire des organisations de la société civile qui les représentent. Cet accès est nécessaire pour garantir la réparation des dommages causés par la corruption et sert également de filet de sécurité dans les cas où les services de répression ne fonctionnent pas correctement. Les communautés marginalisées, en particulier, ont besoin d'un soutien adapté et de garanties pour veiller à ce que les processus soient inclusifs pour tout le monde.



FAVORISER L'ESPACE CIVIQUE ET LE SIGNALEMENT DES FAITS DE CORRUPTION

Les libertés fondamentales, notamment la liberté de la presse et le droit à l'information, permettent aux individus et aux groupes de participer activement à la promotion de la transparence et de l'intégrité dans les activités des gouvernements et des entreprises. Les décideurs doivent protéger pleinement les groupes de la société civile et les personnes qui dénoncent la corruption, comme les lanceurs d'alerte. Ils devraient également créer un cadre réglementaire permettant de faciliter, plutôt que de restreindre, les activités des organisations de la société civile, notamment pour leur donner accès à des financements nationaux et internationaux. Cela renforcerait la lutte contre la corruption en permettant aux acteurs civiques de dénoncer les abus, d'aider les victimes, d'encourager la participation du public et d'exiger la reddition de comptes.



RENFORCER LA TRANSPARENCE ET LE CONTRÔLE DES SERVICES PUBLICS ET DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

L'équité et l'efficacité des services publics, tels que les soins de santé et l'éducation, dépendent de l'intégrité de ceux qui sont chargés de les fournir. Non seulement tout le monde doit avoir accès à ces services de base, mais il doit aussi y avoir des contrôles rigoureux sur la manière dont les décisions en matière de dépenses publiques sont prises afin de s'assurer qu'elles représentent réellement l'intérêt public. Pour ce faire, il est essentiel que les parlements et autres institutions de contrôle puissent examiner les budgets et les emprunts publics, que les organismes d'audit puissent contrôler la manière dont l'argent public est dépensé et que les régulateurs puissent faire respecter les normes, y compris les normes environnementales. Dans ce cadre, les institutions devraient également veiller à ce que différents groupes de personnes participent aux mécanismes de contrôle formels.



PRÉVENIR, DÉTECTER ET SANCTIONNER LA CORRUPTION À GRANDE ÉCHELLE ET LES FLUX FINANCIERS ILLICITES

De solides contrôles et contrepoids au niveau national, associés à des mesures nationales et internationales de prévention et de détection, sont essentiels pour mettre au jour et enrayer la corruption à grande échelle et de haut niveau, ainsi que le blanchiment d'argent transfrontières de grande ampleur. Pour dissuader les auteurs potentiels de ces graves délits ou pour les sanctionner, le cas échéant, il est essentiel de mettre en place des systèmes d'application des lois plus efficaces. Pour venir à bout de la corruption généralisée et profondément enracinée des gouvernements, il faudra des coalitions nationales fortes pour reconstruire la démocratie et l'état de droit. Dans le cas d'États dotés de systèmes judiciaires efficaces, une application internationale de la loi peut également jouer un rôle essentiel pour entraver la capacité d'action des auteurs d'actes de corruption, car cela permet de poursuivre les malfaiteurs et de saisir les avoirs volés et cachés à l'étranger.

Dans un monde interconnecté, nous avons à la fois besoin d'une action au niveau national et d'une coopération multilatérale pour protéger l'intérêt public et surmonter les problèmes communs tels que la corruption. À une époque où nous assistons à un dangereux mépris des normes internationales de la part de certains États, nous devons défendre un ordre mondial fondé sur des règles qui repose sur la transparence, la redevables envers les citoyens et le respect des droits humains.

François Valérian
Président, Transparency International



Photo: IACC

TENDANCES MONDIALES

Lorsque la corruption prospère, les individus en paient le prix. Imaginez que vous êtes une femme en phase finale de votre cursus universitaire et que votre tuteur vous exige de vous livrer à des actes sexuels pour réussir votre examen, ou que votre maison est détruite par des inondations liées à la crise climatique après que les fonds nécessaires à l'adaptation des infrastructures vitales ont été volés par des fonctionnaires, ou encore que vous êtes un parent dont l'enfant est gravement malade mais ne reçoit pas de traitement médical parce que vous n'avez pas d'argent pour soudoyer les médecins.

L'IPC de cette année classe 182 pays et territoires en fonction des niveaux decorruption dans le secteur public perçus par des experts et des personnalités du monde des affaires. Il s'appuie sur 13 sources de données indépendantes et utilise une échelle de zéro à 100, où zéro signifie que le secteur public du pays est perçu comme fortement corrompu, et 100 comme très peu corrompu. Les résultats soulignent que la plupart des pays doivent faire beaucoup plus pour prévenir et enrayer la corruption.

Cette année, le pays le mieux classé est le Danemark (89), pour la huitième fois consécutive, avec un score de 89. Seul un petit groupe de 15 pays, principalement d'Europe occidentale et de la région Asie-Pacifique, parvient à obtenir des scores supérieurs à 75. Seuls cinq d'entre eux obtiennent des scores supérieurs à 80. Par ailleurs, plus de deux tiers des pays (68 %) obtiennent un score inférieur à 50, ce qui indique de graves problèmes de corruption dans la plupart des régions de la planète. Au bas de l'indice, les pays qui obtiennent un score inférieur à 25 sont pour la plupart des pays touchés par des conflits et très répressifs, comme le Venezuela (10) et les pays les moins bien classés, la Somalie et le Soudan du Sud, qui obtiennent tous deux un score de 9.

L'IPC révèle le contraste frappant qui existe en matière de maîtrise de la corruption entre les pays dotés d'institutions fortes et indépendantes, d'élections libres et équitables et d'un espace civique ouvert et ceux dirigés par des régimes autoritaires répressifs. Les démocraties à part entière obtiennent un score moyen de 71, les démocraties imparfaites de 47 et les régimes autoritaires de 32. Bien qu'un très petit nombre de pays non démocratiques obtiennent des scores relativement bons par rapport à leurs homologues régionaux et sont perçus comme des pays qui gèrent avec succès une gamme limitée de formes de corruption, ils restent des exceptions. Dans ces pays, les efforts de lutte contre la corruption sont généralement centralisés et descendants, et ne sont en général pas durables. En l'absence de contrôle indépendant ou de surveillance civique, ces efforts peuvent être réduits à néant du jour au lendemain lorsque les intérêts politiques changent.[7] Le tableau d'ensemble montre que la démocratie et des institutions fortes et indépendantes sont essentielles pour lutter pleinement, efficacement et durablement contre la corruption.

ÉVOLUTION DES SCORES DEPUIS 2012 [8]

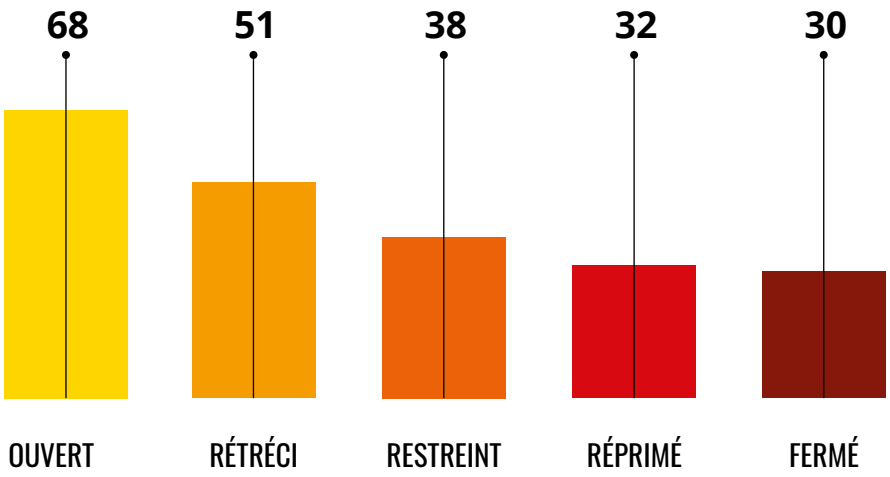
31 PAYS **EN AMÉLIORATION**

50 PAYS **EN RÉGRESSION**

100 PAYS **STABLES** [9]

SCORES MOYENS DANS L'IPC 2025 POUR DIFFÉRENTS NIVEAUX DE LIBERTÉS CIVIQUES*

Dans les pays où l'espace civique est plus ouvert, les niveaux de corruption ont tendance à être plus faibles. À mesure que l'espace civique se restreint, les scores moyens dans l'IPC diminuent régulièrement, ce qui suggère que le rétrécissement des libertés coïncide souvent avec des environnements peu propices à la lutte contre la corruption.



CLASSIFICATION DE CIVICUS MONITOR

** CIVICUS Monitor et Indice de perception de la corruption 2025 de Transparency International.*

De même, les pays où l'espace civique est garanti et protégé tendent à mieux maîtriser la corruption. Les pays où les libertés d'expression, de réunion et d'association sont dûment garanties sont généralement plus résilients face à la corruption et obtiennent de meilleurs scores dans l'IPC. À l'inverse, les pays où ces libertés ne sont pas garanties sont plus susceptibles de perdre le contrôle de la corruption : 36 des 50 pays dont les scores ont baissé de manière importante ont connu en parallèle un rétrécissement de leur espace civique.

ÉVOLUTION DES NIVEAUX DE CORRUPTION

Un examen plus approfondi des pays dont les scores ont évolué de façon significative révèle des tendances claires qui influencent l'amélioration ou la régression d'un pays en matière de corruption.

Deux tendances se dégagent parmi les pays dont les scores ont baissé. La première est un ensemble de baisses soutenues depuis 2012, caractérisées par une régression substantielle et prolongée. Ce groupe comprend le Venezuela (10), la Syrie (15), la Hongrie (40) et le Soudan du Sud (9). Malgré des contextes différents, les systèmes d'intégrité de ces pays souffrent d'une érosion structurelle à long terme en raison du recul de la démocratie, de l'affaiblissement des institutions et/ou de l'enracinement des réseaux de clientélisme. Dans certains cas, cette érosion s'est accélérée sous l'effet des conflits. La régression de ces pays est considérable, persistante et difficile à inverser car la corruption devient systémique et profondément ancrée dans les systèmes politiques et administratifs.

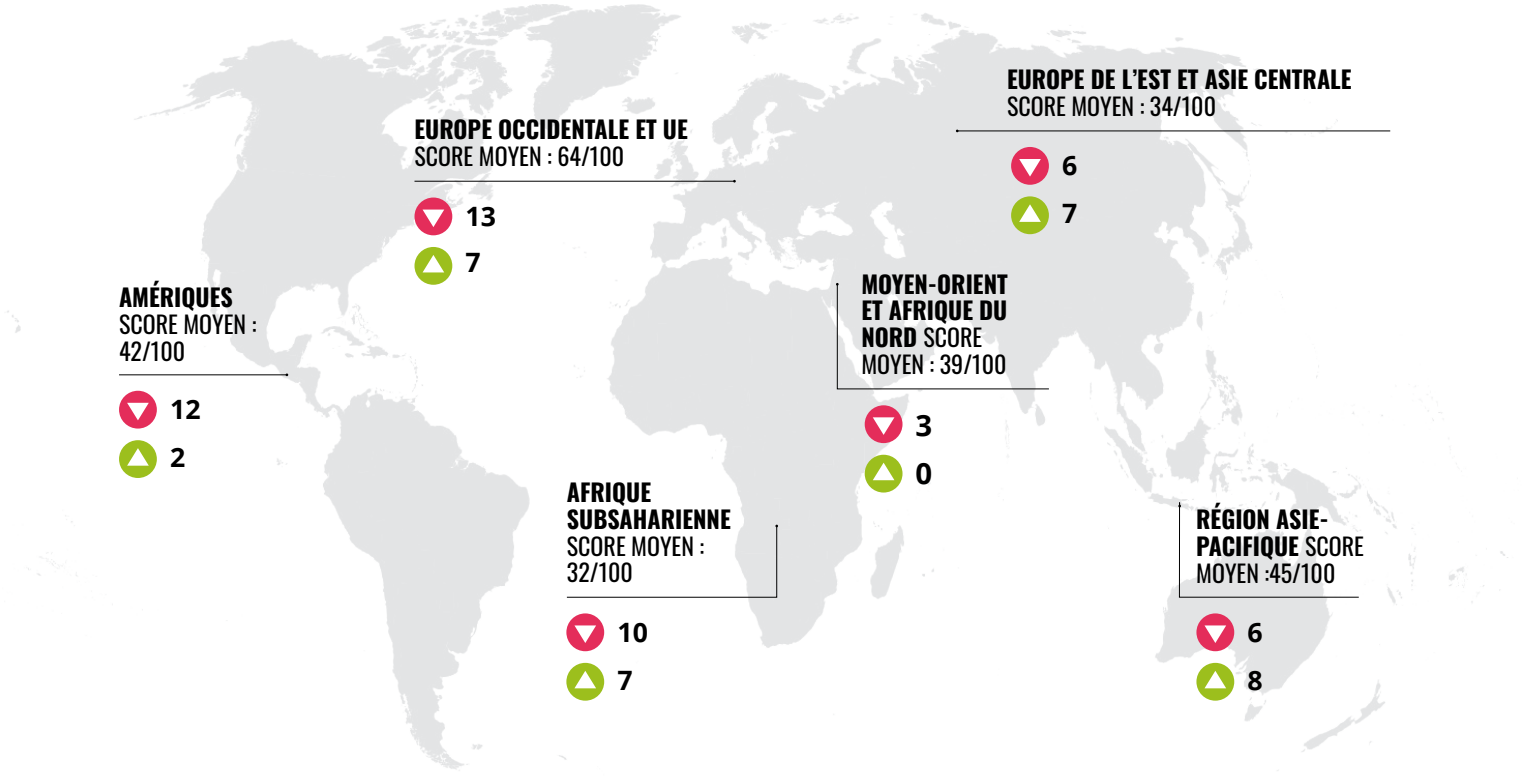
Au Venezuela, les dirigeants ont dépouillé les institutions de contrôle de presque toute indépendance. Ils ont également utilisé des entreprises publiques à des fins personnelles, notamment le géant pétrolier PDVSA, qui a perdu plus de 10 milliards de dollars dans un système de change et un système de crypto-monnaie.[10] Au Soudan du Sud, la corruption s'est aggravée pendant la guerre civile des années 2010 car les dirigeants utilisaient régulièrement des fonds publics pour acheter la loyauté des milices et pour s'enrichir.[11] Les réformes de la gestion des finances publiques promises dans le cadre de l'accord de paix de 2018 ne se sont pas concrétisées et les responsables sud-soudanais ont continué à détourner des ressources. En outre, les pratiques de corruption sont également devenues plus sophistiquées, lesdits responsables recourant à des systèmes hors budget et à des contrats liés à des politiques.[12] En Hongrie, depuis plus de dix ans, le Gouvernement affaiblit systématiquement l'état de droit, l'espace civique et l'intégrité électorale. Cela lui a permis de canaliser en toute impunité des milliards d'euros, y compris en provenance de fonds de l'Union européenne (UE), et de les distribuer à ses acolytes grâce à des marchés publics malhonnêtes et à d'autres méthodes [13, 14].

La deuxième tendance est plus récente et concerne les pays qui obtiennent de bons scores. Bien que ces pays se situent toujours en haut de l'indice, ils ont sensiblement régressé par rapport à leur niveau de référence initial. Ce groupe comprend des pays comme les États-Unis (64), le Canada (75), le Royaume-Uni (70), la France (66), la Suède (80), la Nouvelle-Zélande (81) et le Chili (63). Dans nombre de ces pays, les risques de corruption ont augmenté car les contre-pouvoirs indépendants ont été affaiblis, d'importantes lacunes de la législation anticorruption n'ont pas été comblées et l'application des lois anticorruption s'est amoindrie. Plusieurs d'entre eux connaissent en outre des tensions démocratiques, notamment la polarisation politique et l'influence croissante des capitaux privés sur la prise de décision. Cette tendance montre que même des systèmes robustes peuvent être vulnérables aux risques d'atteinte à l'intégrité.

Par exemple, au cours la dernière décennie, le Royaume-Uni a fait face à de nombreux manquements à ses codes de conduite, ainsi qu'à des problèmes persistants concernant le « pantouflage », la transparence du lobbying et l'application des règles anti-corruption.[15] Dans ce contexte, la passation de marchés pour des équipements de protection individuelle contre la COVID-19, dans le cadre de laquelle des personnes proches du pouvoir ont pu conclure des contrats lucratifs avec des fournisseurs, figure parmi les scandales qui ont défrayé la chronique. [16]

APERÇU DE LA CORRUPTION PAR RÉGION

Nombre de pays en amélioration ou en régression dans chaque région depuis 2012 et scores moyens dans l'IPC 2025



En France, la corruption dans la culture politique reste un sujet de préoccupation. Une série de scandales retentissants, tels que la condamnation de Nicolas Sarkozy pour le financement illégal de sa campagne électorale[17], le détournement de fonds européens par le parti du Rassemblement national[18] ou encore les critiques adressées au Gouvernement pour sa gestion du scandale de l'eau minérale impliquant l'entreprise Nestlé[19] renforcent les inquiétudes quant à la capacité et à la volonté politique des autorités publiques de traduire en pratique des mesures anticorruption ambitieuses, telles que celles relatives au lobbying et au financement politique.

Par ailleurs, sur une note positive, deux tendances à l'amélioration se dégagent. L'une d'entre elle réside dans les progrès à long terme accomplis par les pays qui avaient des scores de départ faibles et qui ont progressé du bas vers le milieu du classement de l'IPC. Ce groupe comprend l'Albanie (39), l'Angola (32), la Côte d'Ivoire (43), le Laos (34), le Sénégal (46), l'Ukraine (36) et l'Ouzbékistan (31). Les progrès réalisés par ces pays sont le fruit d'efforts à long terme de la part des dirigeants politiques et des régulateurs, qu'il s'agisse de vastes réformes juridiques et institutionnelles dans les environnements plus ouverts ou de campagnes de contrôle menées par l'État dans les environnements plus restreints.

Toutefois, ces efforts de lutte contre la corruption sont minces et suivent une démarche descendante, etsont donc intrinsèquement fragiles[20]. Des organisations de la société civile fortes et libres ont néanmoins su maintenir et protéger les voies empruntées par nombre de ces pays vers les réformes de bonne gouvernance. En Ukraine, par exemple, en 2025, la mobilisation de la société civile a permis de protéger les institutions de lutte contre la corruption alors qu'elles étaient soumises à des pressions, de sorte qu'elles ont pu continuer à travailler de manière indépendante.

L'Ukraine a connu une année difficile, marquée par d'importants scandales dans le secteur des marchés publics et de la défense,[21] ce qui indique la persistance de risques de corruption à haut niveau. Dans le même temps, le fait que ces scandales et bien d'autres soient révélés et donnent lieu à des condamnations montre que la nouvelle architecture anticorruption de l'Ukraine fait la différence.[22] La difficulté consiste maintenant à passer d'une action réactive après chaque scandale à des réformes structurelles qui comblent les lacunes et protègent mieux les ressources publiques.

La deuxième tendance à l'amélioration concerne les progrès à long terme accomplis par les pays qui avaient des scores de départ moyens à élevés. Dans des pays comme l'Estonie (76), la Corée du Sud (63), le Bhoutan (71) ou les Seychelles (68), la consolidation constante des efforts de lutte contre la corruption a permis de réaliser des progrès. Les améliorations à long terme dans les pays démocratiques reflètent une dynamique soutenue de réformes, des institutions de contrôle renforcées et un large consensus politique en faveur d'une gouvernance intègre. Cette évolution est souvent soutenue par la numérisation des services publics, la professionnalisation de la fonction publique et l'intégration de normes et de cadres de gouvernance régionaux et mondiaux.

Par exemple, depuis plus de 15 ans, le Bhoutan ne cesse de renforcer son cadre de lutte contre la corruption ; il s'est notamment doté d'un organisme de lutte contre la corruption habilité à prendre des mesures de prévention et de répression. Le pays a complété ce dispositif par d'autres organismes de surveillance indépendants, tels qu'une autorité d'audit, et par la mise en place de systèmes plus transparents, comme sa plateforme de passation de marchés publics en ligne.

Au cours de la dernière décennie, la Corée du Sud a quant à elle introduit des règles de conduite plus strictes pour les fonctionnaires et des garanties institutionnelles plus solides, telles que la protection des lanceurs d'alerte et l'amélioration de la transparence dans les marchés publics.

Bref, les améliorations et les régressions dans l'IPC reflètent des situations différentes. Certaines régressions sont dues aux fortes tensions qui pèsent sur l'intégrité démocratique, tandis que d'autres reflètent un effondrement institutionnel profond. De même, certaines améliorations peuvent être le fait de réformes démocratiques de grande ampleur, fondées sur les droits, qui renforcent l'espace civique, la liberté des médias, la transparence et l'accès à l'information, tandis que d'autres sont le produit de campagnes de contrôle menées par des dirigeants autoritaires dans des environnements où les libertés et les droits sont limités. Ces campagnes peuvent être efficaces contre certaines formes de corruption, telles que les pots-de-vin, mais en l'absence de tribunaux indépendants, de médias libres ou d'un espace pour les voix critiques, ces progrès demeurent fragiles et risquent d'être réduits à néant et de se heurter à une application sélective des lois.

PRINCIPAUX MOTEURS ET CONSÉQUENCES DE LA CORRUPTION

La corruption peut se manifester dans tous les aspects de la vie publique : dans les parlements, les salles d'audience, les bureaux de vote et les salles de presse, au sein des autorités locales, dans les hôpitaux publics et les écoles. Lorsque les décideurs agissent de manière corrompue, cela détermine qui peut obtenir justice, quelles voix sont prises en compte dans l'élaboration des politiques, quelles histoires sont racontées ou passées sous silence, et qui peut accéder aux services publics de base tels que la santé et l'éducation. Lorsque les décisions sont influencées par l'argent ou les liens personnels, l'État n'est plus le garant des droits, mais un système dans lequel il faut manœuvrer ou supplier pour obtenir des droits qui devraient être garantis par la loi.

Les conséquences de la corruption sont largement répandues dans la société et interagissent avec d'autres pressions liées à la gouvernance pour multiplier les risques et éroder la confiance du public. Les effets de la corruption sont particulièrement visibles et dommageables dans quatre domaines principaux : la justice et l'état de droit, la démocratie et l'intégrité politique, l'espace civique et la liberté des médias, et les services publics et l'inégalité. Dans chacun de ces domaines, les pratiques de corruption non seulement permettent de détourner des ressources ou d'enfreindre des règles, mais elles modifient aussi les incitations et accentuent les déséquilibres de pouvoir.

Justice et état de droit

La corruption sape la justice de l'intérieur.

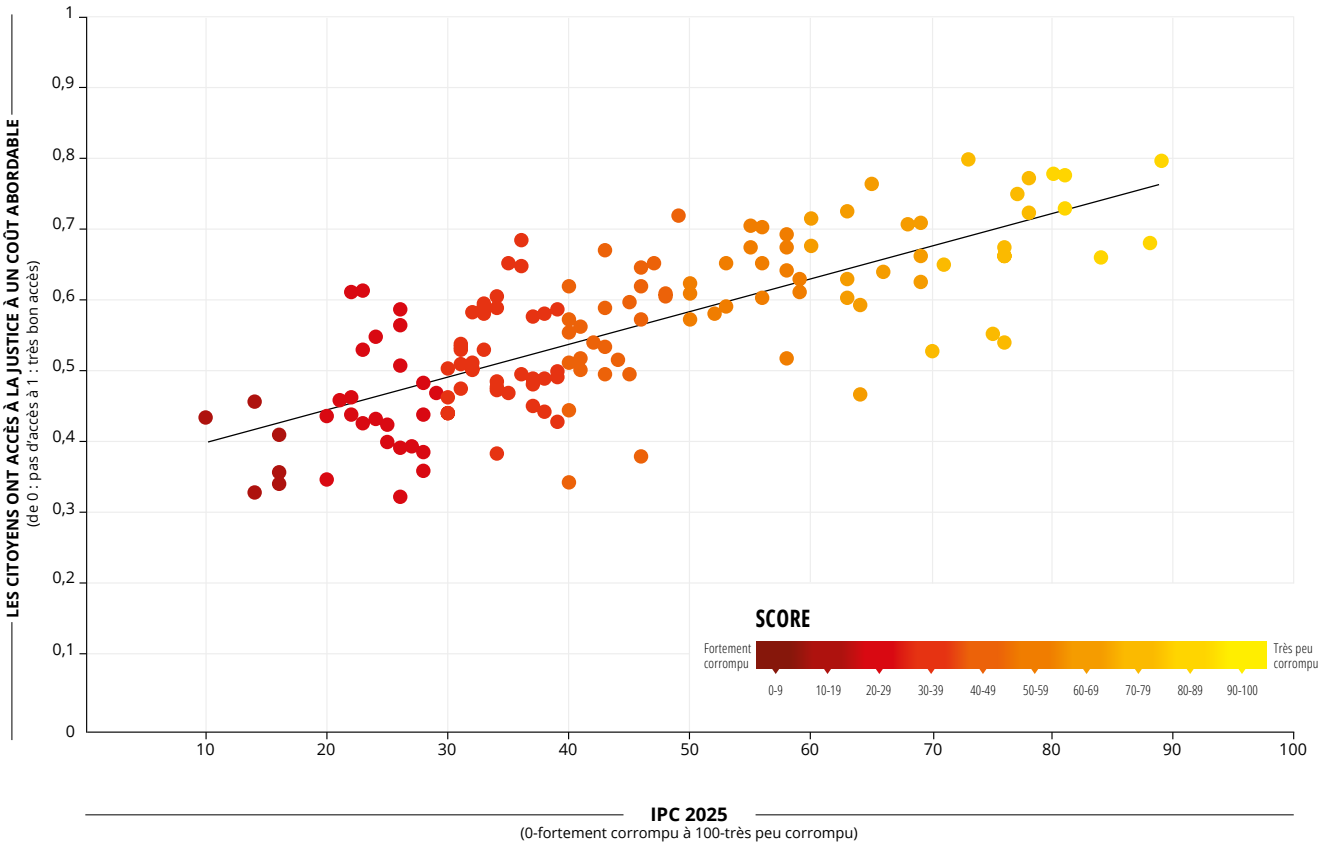
Lorsque des responsables politiques ou des entreprises s'immiscent dans la sélection des juges et des procureurs et dans les décisions que prennent ces fonctionnaires, la loi protège souvent les personnes qui ont des relations haut placées plutôt que les gens ordinaires. Des systèmes judiciaires indépendants et dotés de ressources suffisantes sont souvent associés à des risques de corruption moindres.[23] Inversement, des institutions politisées ou manquant de ressources sont liées à une application inégale de la loi et à une plus grande impunité.[24] Dans de tels contextes, l'attribution des dossiers peut être manipulée, les enquêtes peuvent piétiner et les accusations peuvent être infondées.[25] Les juges et les procureurs, s'ils n'ont pas déjà perdu leur indépendance ou leur autonomie, peuvent également subir des pressions dans des affaires sensibles. Lorsque la justice est à vendre, les lois écrites perdent tout leur sens et l'impunité prospère.

La corruption n'est pas un crime sans victime. Lorsque les détenteurs du pouvoir en abusent, ils portent atteinte à des personnes réelles ainsi qu'à des États. Dans les affaires de corruption, les individus et les communautés de la plupart des pays n'ont pas accès à la justice, que ce soit directement ou par l'intermédiaire des organisations de la société civile.[26] Ils sont donc incapables d'obtenir réparation pour le préjudice causé par la corruption, en particulier en cas de ressources limitées du ministère public ou de « capture » de certains procureurs.

Les obstacles qui empêchent les individus d'accéder à la justice peuvent également augmenter les risques de corruption. Même lorsqu'il existe des garanties juridiques solides, les coûts élevés, la distance, les retards et l'aide juridique limitée font qu'il est difficile d'obtenir gain de cause, en particulier pour les communautés vulnérables et à faibles revenus. Dans ces conditions, les individus peuvent se sentir tentés de recourir à des intermédiaires ou d'effectuer des paiements informels pour que les fonctionnaires des tribunaux usent de leur pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne les délais, les dossiers et l'accès à l'information.[27] Lorsqu'il devient difficile d'obtenir une justice équitable et rapide, la confiance dans l'état de droit s'érode et la volonté de signaler ou de porter plainte diminue. Les coûts perçus des actes répréhensibles diminuent également, ce qui peut inciter davantage à la corruption.

CORRUPTION ET ACCÈS À LA JUSTICE*

Dans les pays où le niveau de corruption est faible, les citoyens déclarent généralement avoir plus facilement accès à la justice, à un coût abordable. Bien qu'il y ait des exceptions, la tendance générale suggère que de faibles niveaux de corruption vont de pair avec des systèmes judiciaires plus accessibles et plus abordables pour les citoyens.



Source : Indice de l'état de droit 2025 de World Justice Project et Indice de perception de la corruption 2025 de Transparency International.

SEYCHELLES

Avec une amélioration de 16 points dans l'IPC depuis 2012, les Seychelles (68) ont montré qu'un système judiciaire plus fort peut jouer un rôle déterminant dans la lutte contre la corruption. Les autorités du pays ont engagées des poursuites dans un nombre croissant d'affaires de corruption, y compris des affaires très médiatisées, et ont amélioré la manière dont les services répressifs partagent les informations. Le pays a également mené diverses réformes juridiques pour renforcer l'application des lois, notamment la création et le renforcement de son organisme de lutte contre la corruption. Toutefois, plusieurs aspects du secteur public nécessitent davantage de réformes, notamment la justice, comme l'ont montré les retards persistants dans les enquêtes et les poursuites dans une affaire de blanchiment présumé de 50 millions de dollars des États-Unis. [28]

Démocratie, intégrité politique et capture de l'État

La corruption et le déclin démocratique se renforcent mutuellement.

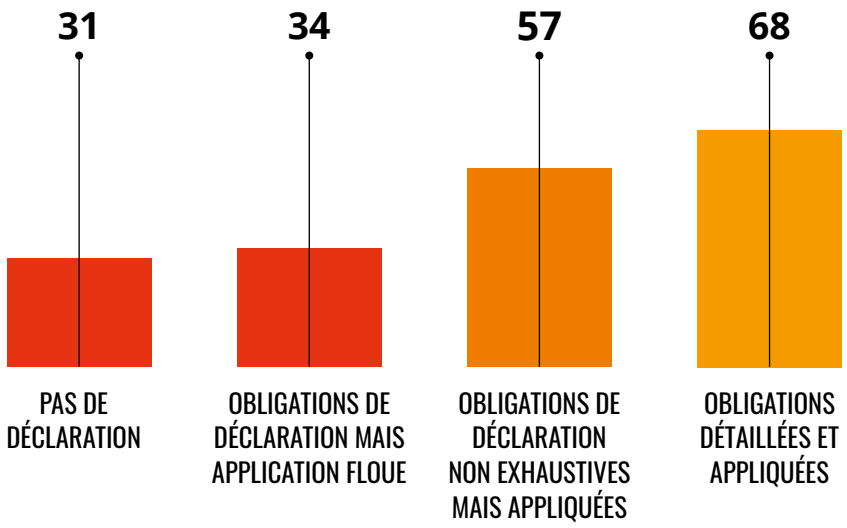
Lorsque la concurrence pour le pouvoir est affaiblie et que l'influence sur la politique est opaque, l'autorité publique peut être accaparée par des intérêts privés.[29] Il est donc essentiel, afin de protéger la démocratie et de prévenir la corruption, de mettre en place des contrepoids solides pour amener les détenteurs du pouvoir à rendre des comptes. Il s'agit notamment de parlements qui contrôlent les budgets,[30] de tribunaux indépendants habilités à examiner les décisions gouvernementales,[31] d'institutions d'audit qui ont accès aux données[32] et d'organes électoraux qui appliquent des règles équitables.[33] Lorsque ces garde-fous sont limités, la voix des citoyens peut être étouffée par des intérêts financiers et par ceux qui ont des relations politiques haut placées. Cela multiplie les possibilités d'actes de corruption et éloigne les politiques du bien commun.

Nos recherches suggèrent que les pays dotés d'institutions de contrôle plus solides et d'élections libres et équitables sont en général plus résilients face aux risques de corruption. En particulier, la transparence et le plafonnement du financement des partis politiques et du montant des dépenses consacrées aux campagnes électorales sont nécessaires pour protéger la démocratie de toute abus d'influence.[34] Parallèlement, la transparence sur les personnes qui font du lobbying auprès des responsables politiques est essentielle pour éviter que les conflits d'intérêts n'empêchent l'élaboration de politiques dans l'intérêt public.

Lorsque les dirigeants et leurs amis influents peuvent se soustraire aux contrepoids, désactiver les institutions et les politiques publiques et les transformer en instruments au service de leurs propres intérêts, cela ouvre également la voie au pillage des ressources publiques. Le développement de l'abus de pouvoir à haut niveau (ladite « grande corruption »[35]) en une vaste capture d'États pourrait survenir rapidement. La grande corruption peut également être liée à une période de détérioration de l'administration publique, des institutions judiciaires et des processus démocratiques, ainsi qu'à une répression accrue des droits humains.[36] Ces processus acquièrent généralement des dimensions internationales, notamment le blanchiment transfrontière d'avoirs détournés.[37]

SCORE MOYEN DANS L'IPC 2025 POUR DIFFÉRENTS NIVEAUX DE TRANSPARENCE DANS LE FINANCEMENT DES CAMPAGNES ÉLECTORALES

Une plus grande transparence des dons de campagne est associée à des niveaux de corruption plus faibles.



**Source : Varieties of democracy (V-Dem), 2024, "Disclosure of campain donations" et Indice de perception de la corruption 2025 de Transparency International.*

ÉTATS-UNIS

Le climat politique aux États-Unis (64) se détériore depuis plus d'une décennie et, cette année, le pays a atteint son score le plus bas dans l'IPC. Bien que les données ne reflètent pas encore totalement les faits intervenus en 2025, l'utilisation de la fonction publique pour cibler et restreindre les voix indépendantes telles que les ONG et les journalistes, la normalisation de la politique conflictuelle et transactionnelle,[38] la politisation de la prise de décision des procureurs[39] et les actions qui sapent l'indépendance judiciaire,[40] parmi beaucoup d'autres, envoient un signal dangereux laissant entendre que les pratiques de corruption sont acceptables.

FRANCE

La condamnation de l'ancien Président français Nicolas Sarkozy est un exemple rare mais important de l'application du principe de redevabilité à haut niveau pour des manquements à l'intégrité politique en Europe. En septembre 2025, le Tribunal correctionnel de Paris l'a condamné à cinq ans de prison pour association de malfaiteurs dans le cadre d'une affaire impliquant des millions d'euros de fonds illicites facilités par le défunt dirigeant libyen, le colonel Mouammar Kadhafi. Un procès en appel doit s'ouvrir en mars 2026. En novembre 2025, une autre condamnation et une peine d'emprisonnement d'un an pour financement illégal de sa campagne de réélection en 2012 ont par ailleurs été confirmées dans une affaire dans laquelle il a été reconnu coupable d'avoir dépensé près de deux fois le montant du plafond légal de la campagne. [41, 42, 43]

ÉMIRATS ARABES UNIS

Les Émirats arabes unis (EAU) (69) disposent de protections efficaces contre la corruption dans le secteur public , telles qu'une application active de la loi et quelques organes de contrôle solides, mais les problèmes liés à la démocratie créent de sérieux risques de corruption. La démarche descendante du Gouvernement autoritaire en matière de lutte contre la corruption n'est pas viable. En outre, les individus ayant des relations politiques peuvent influencer à la fois la politique et l'attribution des contrats, en profitant de l'opacité qui entoure les décisions du Gouvernement. De plus, le rôle des Émirats arabes unis en tant que centre financier faiblement réglementé facilite les abus de pouvoir à l'étranger : les auteurs de faits de grande corruption et leurs complices s'en servent pour investir les richesses volées à l'étranger et échapper à la justice. De nombreuses personnes controversées, comme Isabel dos Santos, longtemps accusée par les autorités angolaises d'avoir détourné des avoirs de l'État lorsque son père était président, ont profité du pays. [44]

Espace civique et liberté des médias

Un espace civique ouvert et des médias indépendants sont à la base du principe de redevabilité.

Lorsque les individus peuvent se réunir librement, s'organiser, s'exprimer pour exiger des changements à leurs dirigeants et obtenir des informations de la part des autorités publiques, la société civile et les journalistes peuvent apporter une contribution majeure à la lutte contre la corruption.[45] Ils peuvent, par exemple, repérer des signaux d'alerte dans les procédures de passation de marchés, des risques de corruption dans la prestation de services et des cas d'enrichissement illicite. Ils peuvent contribuer à l'application de la loi et du principe de responsabilité au moyen de reportages d'investigation, de demandes d'accès à l'information, d'une surveillance communautaire et de litiges d'intérêt public.[46] Le contrôle de l'action gouvernementale par la société civile et la presse donne aux électeurs les informations dont ils ont besoin pour sanctionner la corruption et récompenser l'intégrité dans les urnes.

Ces fonctions de suivi sont affaiblies lorsque l'espace civique est réduit par l'ingérence politique dans les activités des ONG, par des lois restreignant les activités des ONG ou par des procès visant à intimider ou à réduire au silence les médias et la société civile, ainsi que par la surveillance, la censure ou l'attribution partisane de la publicité d'État aux médias pro-gouvernementaux.[47] La dénonciation devient alors plus risquée et l'autocensure plus probable, et les possibilités de commettre des actes répréhensibles peuvent se multiplier.

Lorsque des journalistes sont attaqués ou tués pour avoir enquêté sur des faits de corruption, le pouvoir ne peut pas être véritablement amené à rendre des comptes et la corruption tend à s'aggraver. Depuis 2012, dans des zones exemptes de conflit du monde entier, 829 journalistes ont été assassinés (cent cinquante alors qu'ils couvraient des sujets liés à la corruption, dont cinq en 2025). Citons notamment Turki al-Jasser, exécuté par les autorités saoudiennes après sept ans de détention,[48] et Gastón Medina, abattu devant sa maison au Pérou.[49]

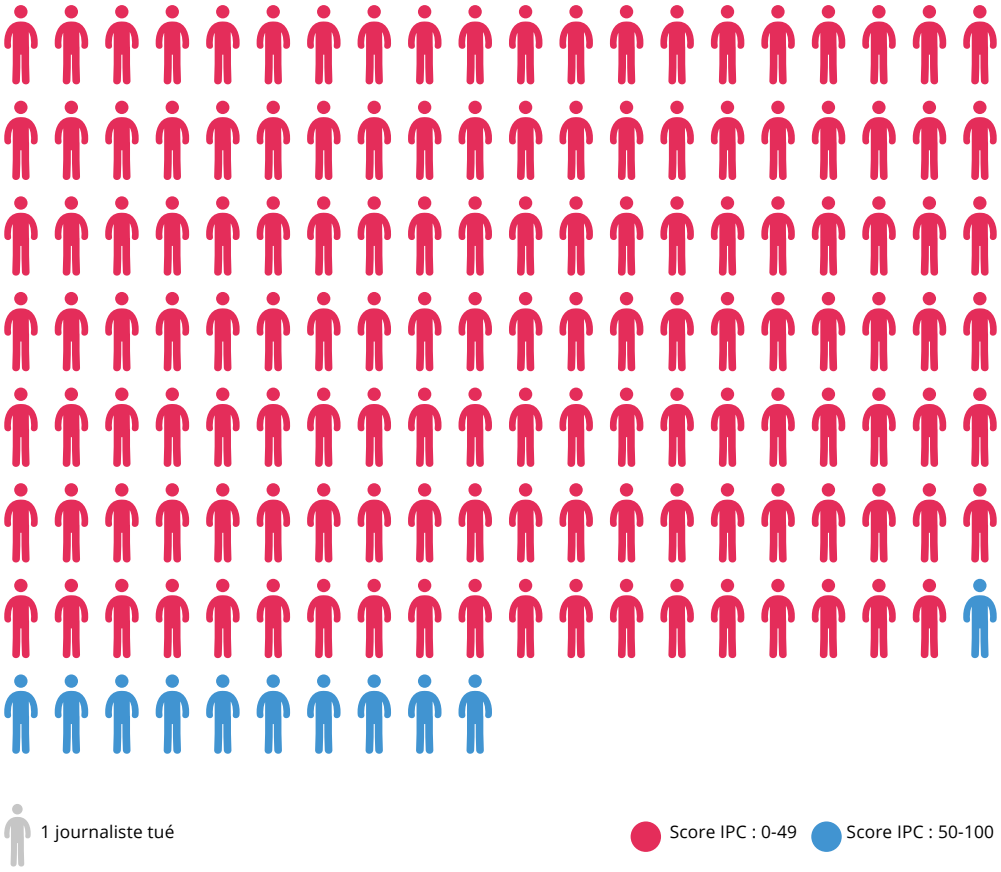
Plus de 90 % de ces assassinats ont eu lieu dans des pays dont le score dans l'IPC est inférieur à 50,[50] parmi lesquels le Brésil, l'Inde, le Mexique, le Pakistan et l'Iraq, pays particulièrement dangereux pour les journalistes qui enquêtent sur la corruption.

GÉORGIE

La Géorgie (50) illustre la façon dont le recul démocratique alimente directement les risques de corruption. Le parti au pouvoir a introduit une « loi sur les agents étrangers » et une loi sur les subventions, deux mesures antidémocratiques qui criminalisent l'activité légitime des ONG et qualifient les voix indépendantes d'agents étrangers. Il a également intensifié sa campagne contre la dissidence en engageant des poursuites dictées par des motifs politiques, en imposant des restrictions aux médias, en gelant les comptes bancaires d'ONG et en réprimant violemment les manifestants et les journalistes. Depuis les élections contestées de 2024 et la suspension des négociations d'accession à l'Union européenne, les observateurs internationaux estiment que la Géorgie opère un retour à l'autoritarisme, comme en témoignent les propositions visant à interdire les partis d'opposition et à renforcer le contrôle politique sur la fonction publique, la police et la justice. Cette situation accroît considérablement les risques de corruption et nuit à la société géorgienne dans son ensemble.[51]

CORRUPTION ET ASSASSINAT DE JOURNALISTES*

La quasi-totalité des 150 assassinats de journalistes qui couvraient des sujets liés à la corruption dans des zones exemptes de conflit depuis 2012 se sont produits dans des pays où le niveau de corruption est élevé.



**Source : Comité pour la protection des journalistes (CPJ) et Indice de perception de la corruption de Transparency International.*

Services publics et inégalités

La corruption dans la gestion des fonds publics entrave l'accès aux services essentiels et touche la vie quotidienne.

Lorsque les fonds sont détournés, que les contrats sont gonflés ou que l'accès aux services dépend de paiements informels, les individus peuvent se retrouver privés de services essentiels tels que les soins de santé, la scolarité, l'eau, l'électricité et le logement. Il est prouvé que les risques de corruption sont liés à une baisse de la qualité et de la fiabilité des services. [52]

L'impact sur les ménages les plus pauvres est particulièrement marqué. Les frais non officiels et le favoritisme agissent comme un impôt régressif, prélevant une part plus importante des revenus modestes, ce qui peut dissuader les plus démunis de se faire soigner ou de maintenir leurs enfants à l'école.[53] Les groupes marginalisés peuvent être exclus des programmes auxquels ils ont droit et, lorsque l'accès semble dépendre des relations plutôt que des droits, les inégalités peuvent se creuser et le sentiment d'injustice s'accentuer. [54]

Lorsque les fonctionnaires et les créanciers chargés de négocier et de gérer la dette souveraine agissent de manière corrompue, ils augmentent considérablement le risque de crise budgétaire et contribuent aux inégalités. Dissimuler la dette au public, accepter des pots-de-vin en échange de conditions d'emprunt défavorables et s'approprier illégalement les fonds empruntés met en péril le bien-être de nombreuses personnes. Ces agissements placent les gouvernements devant des choix extrêmement difficiles : assurer le service de leur dette ou investir dans des secteurs critiques tels que la santé, l'éducation et l'action climatique. [55]

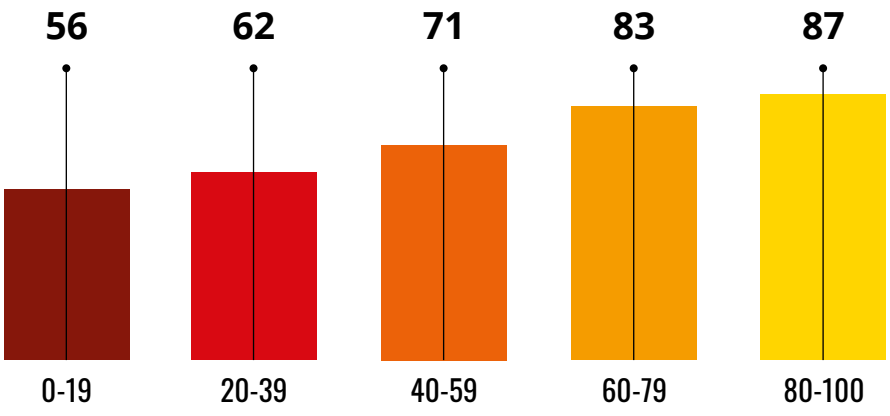
Il est donc essentiel de renforcer l'intégrité dans le cadre de la mobilisation, de l'allocation et de la dépense des fonds publics. Cela contribue à la stabilité des économies et au bon fonctionnement des services, sur le fondement des besoins et des droits, et non sur celui des relations ou des paiements supplémentaires.

NÉPAL

En septembre 2025, des manifestations organisées par la génération Z ont renversé le Gouvernement népalais (34). Depuis longtemps, la colère était montée face à la corruption et au népotisme des élites politiques et de leurs familles, ainsi qu'à l'inégalité généralisée et à l'instabilité économique en résultant. Le soulèvement, déclenché à l'origine par des restrictions à la liberté d'expression, a gagné en intensité lorsque les autorités ont réprimé les protestations par la force au lieu de s'attaquer aux problèmes d'intégrité et d'essayer de traduire en justice les auteurs de corruption. En l'espace de huit jours, un nouveau gouvernement a été formé, montrant la rapidité avec laquelle les dirigeants peuvent passer de l'abus à la perte de pouvoir.

SCORE MOYEN DANS L'IPC 2025 POUR DIFFÉRENTS NIVEAUX DE SERVICES DE SANTÉ ESSENTIELS*

Les pays ayant des scores élevés dans l'IPC tendent à offrir une meilleure qualité et une meilleure couverture des services de santé essentiels. Dans ces pays, les soins de santé sont plus accessibles et plus disponibles pour la population.



SCORES DANS L'IPC 2025 PAR QUINTILE
(0-fortement corrompu à 100-très peu corrompu)

** Indice de couverture des services en vue de la couverture sanitaire universelle 2021 de l'Organisation mondiale de la Santé et Indice de perception de la corruption 2025 de Transparency International.*

NOTES DE FIN DE TEXTE

1. Goedemens, M., "What Georgia's Foreign Agent Law Means for Its Democracy", août 2024, consulté le 17 décembre 2025, https://www.cfr.org/in-brief/what-georgias-foreign-agent-law-means-its-democracy

2. Amnesty International, "Indonesia: Amendments of the Mass Organizations Law expand threats to the freedom of association", juillet 2019, consulté le 17 décembre 2025, https://www.amnesty.org/en/documents/asa21/6722/2017/en/

3. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Pérou : les effets de la loi sur la coopération internationale sur les ONG », avril 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2025/04/peru-impact-international-cooperation-law-ngos

4. Euro-Med Human Rights Monitor, "Tunisia: Suspension of civil society organisations continues efforts to diminish rights and suppress freedoms", novembre 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://euromedmonitor.org/en/article/6908/Tunisia:-Suspension-of-civil-society-organisations-continues-efforts-to-diminish-rights-and-suppress-freedoms

5. Transparency International U.S., "Pause on Enforcement of Foreign Anti-Bribery Law Threatens a Dangerous Race to the Bottom", 2025, consulté le 21 décembre 2025, https://us.transparency.org/news/pause-on-enforcement-of-foreign-anti-bribery-law-threatens-a-dangerous-race-to-the-bottom/

6. The EU System for an Enabling Environment for Civil Society (EU SEE), "US Funding Freeze on Civil Society: A Comprehensive Analysis by the EU SEE Initiative", mars 2025, consulté le 16 décembre 2025, https://eusee.hivos.org/assets/2025/03/Report-The-Impact-of-the-US-Funding-Freeze-on-Civil-Society_def-170325.pdf

7. Transparency International a commencé à établir l'IPC en 1995. Cependant, en 2012, nous avons mis à jour la méthode utilisée pour calculer les scores, en utilisant une échelle de 0 à 100. Chaque score de pays donné par les sources de données sous-jacentes est rééchelonné en utilisant la moyenne mondiale et l'écart-type de l'IPC 2012 comme année de référence. Cela signifie que les résultats de l'IPC peuvent être comparés depuis 2012, mais pas avant. Pour plus d'informations, voir la méthode utilisée pour l'IPC 2025 : https://images.transparencycdn.org/images/CPI-2025-Methodology.zip

8. Nombre de pays dont les sources de données sous-jacentes s'accordent largement à dire qu'ils se sont améliorés, ont stagné ou ont régressé au cours de la période 2012-2025, pour l'ensemble des 182 pays pour lesquels des données sont disponibles. Pour plus d'informations sur l'évolution des scores de chaque pays, voir : https://www.transparency.org/en/cpi/2025

9. Kukutschka, R, "Anti-corruption strategies for authoritarian states", U4 Helpdesk, mai 2018, consulté le 17 décembre 2025, https://cdn.sanity.io/files/1f1lcoov/production/6e44e87e69c6d3a11a295d2d7989ae3b188df0a6.pdf

10. Saudelli, G, "How millions were laundered out of Venezuela", Deutsche Welle, mars 2019, consulté le 16 décembre 2025, https://www.dw.com/en/how-millions-of-dirty-dollars-were-laundered-out-of-venezuela/a-47867313 ; Transparencia Venezuela, "Trama Pdvsa-Cripto compromete USD 16.600 millones", 2023, consulté le 16 décembre 2025, https://transparenciave.org/trama-pdvsa-cripto-compromete-mas-16-600-millones/ ; Gil, J. et Irujo, J.M., "The network that looted US$2 billion from Venezuela's state oil company was obsessed with luxury", 2024, *El Pais*, consulté le 16 décembre 2025, https://english.elpais.com/international/2024-02-14/the-network-that-looted-2-billion-from-venezuelas-state-oil-company-was-obsessed-with-luxury.html

11. Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, Groupe d'experts sur le Soudan du Sud, Rapport final, S/2016/70, 22 janvier 2016, consulté le 21 décembre 2025, https://docs.un.org/fr/S/2016/70

12. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), "South Sudan: UN inquiry's report details how systemic government corruption is fuelling an acute human rights crisis", communiqué de presse, septembre 2025, consulté le 9 janvier 2026, https://www.ohchr.org/en/press-releases/2025/09/south-sudan-un-inquirys-report-details-how-systemic-government-corruption

13. Tóth, István János, "EU Taxpayers' Contribution to Building the Orbán Kleptocracy", CRCB Research Notes 2025:2, Corruption Research Center Budapest (CRCB), juillet 2025, consulté le 21 décembre 2025, https://www.crcb.eu/wp-content/uploads/2025/07/2025_research_notes_02_010725_03.pdf

14. Tóth I. J. (2022), "Corruption Risk and the Crony System in Hungary. A brief analysis of EU-funded contracts in Hungarian public procurement 2005-2021", CRCB, consulté le 20 janvier 2025, https://www.crcb.eu/?p=3095

15. Transparency International UK, "Analysis finds dozens of potential Ministerial Code breaches were not investigated", décembre 2022, consulté le 17 décembre 2025, https://www.transparency.org.uk/news/analysis-finds-dozens-potential-ministerial-code-breaches-were-not-investigated

16. Transparency International UK, "Court ruling highlights serious risks posed by COVID 'VIP-lane'", octobre 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://www.transparency.org.uk/news/court-ruling-highlights-serious-risks-posed-covid-vip-lane

17. Voir : https://www.theguardian.com/world/2025/nov/26/nicolas-sarkozy-convicted-illegal-campaign-financing-2012, consulté le 21 décembre 2025.

18. Voir : https://www.theguardian.com/world/2025/apr/01/marine-le-pen-guilty-national-rally-embezzlement-fake-jobs-scam, consulté le 21 décembre 2025.

19. Schofield, Hugh, "Is Perrier as Pure as It Claims? The Bottled Water Scandal Gripping France", BBC News, août 2025, consulté le 19 décembre 2025, https://www.bbc.com/news/articles/cyvn3qe0jpgo

20. Agence française anticorruption (AFA), « Publication du plan national pluriannuel de lutte contre la corruption 2025-2029 », novembre 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://www.agence-francaise-anticorruption.gouv.fr/fr/publication-plan-national-pluriannuel-lutte-contre-corruption-2025-2029 ; Transparency International UK, "UK Anti-Corruption Strategy: Ambitious plan undermined by political integrity gaps", décembre 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://www.transparency.org.uk/news/uk-anti-corruption-strategy-ambitious-plan-undermined-political-integrity-gaps

21. Wilson, T., "Ukraine officials held in military drone corruption probe", BBC, août 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://www.bbc.com/news/articles/c4gq3xwr357o

22. Bureau ukrainien de lutte contre la corruption, "370 new investigations, 115 suspects, 62 convicted: NABU and SAPO's results in the first half of 2025", août 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://nabu.gov.ua/en/news/370-new-investigations-115-suspects-54-convictions-nabu-and-sapos-results-in-the-first-half-of-2025/

23. García-Sayán, D., "Corruption, Human Rights, and Judicial Independence", Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, 2018, consulté le 17 décembre 2025, https://www.unodc.org/dohadeclaration/en/news/2018/04/corruption--human-rights--and-judicial-independence.html

24. Martinez Barranco Kukutschka, R., "CPI 2023: Corruption and (in)justice", Transparency International, 2023, consulté le 17 décembre 2025, https://www.transparency.org/en/news/cpi-2023-corruption-and-injustice

25. Mijatović, D., « La corruption porte atteinte aux droits de l'homme et à l'État de droit », Conseil de l'Europe, 2021, consulté le 17 décembre 2025, https://www.coe.int/nl/web/commissioner/-/corruption-undermines-human-rights-and-the-rule-of-law

26. Dang, L. et Greer, M., "Anti-corruption approaches in justice sector assistance", U4 Issue 2023:6, 2023, consulté le 17 décembre 2025, https://cdn.sanity.io/files/1f1lcoov/production/42259edc3fe89ff7e932a777c62a52dbf7425071.pdf

27. Rita Joubert-Lawen, "3 years since Valabhji couple arrested in money laundering and arms cases in Seychelles", Seychelles News Agency, 22 novembre 2024, consulté le 16 janvier 2026, http://www.seychellesnewsagency.com/articles/21580/+years+since+Valabhji+couple+arrested+in+ money+laundering+and+arms+cases+in+Seychelles

28. International Bar Association et Basel Institute on Governance, "Judicial Systems and Corruption", The International Bar Association Judicial Integrity Initiative, 2016, consulté le 17 décembre 2025, https://www.ibanet.org/MediaHandler?id=F856E657-A4FC-4783-806E-6AAC6895D37F

29. Voir, par exemple : Zúñiga, N., "Examining State Capture: Undue Influence on Law-Making and Judiciary in the Western Balkans and Turkey", Transparency International, 2020, consulté le 17 décembre 2025, https://files.transparencycdn.org/images/2020_Report_ExaminingStateCapture_English.pdf ; Zúñiga, N., "State capture in Asia Pacific", Transparency International Anti-Corruption Helpdesk, 2020, consulté le 17 décembre 2025, https://knowledgehub.transparency.org/helpdesk/state-capture-in-asia-pacific

30. Duri, J., «Strengthening parliamentary oversight, Key findings and recommendations from multi-country assessments", Transparency International, 2023, consulté le 17 décembre 2025, https://files.transparencycdn.org/images/2023_Report_StrengtheningParliamentaryOversight_EN.pdf

31. Torchiaro, L., "CPI 2023 for the Americas: Lack of independent judiciary hinders the fight against corruption", Transparency International, 2023, consulté le 17 décembre 2025, https://www.transparency.org/en/news/cpi-2023-americas-lack-independent-judiciary-hinders-fight-against-corruption

32. Initiative de développement de l'INTOSAI et Transparency International, "Safeguarding the Independence of Supreme Audit Institutions: A Resource Kit for Civil Society Organisations", 2022, consulté le 17 décembre 2025, https://www.transparency.org/en/publications/safeguarding-independence-supreme-audit-institutions

33. Bergin, J.et Resimić, M., "The relationship between electoral integrity and corruption", Transparency International Anti-Corruption Helpdesk, 2024, consulté le 17 décembre 2025, https://knowledgehub.transparency.org/helpdesk/the-relationship-between-electoral-integrity-and-corruption

34. Transparency International, « Normes d'intégrité de financement politique », 2024, consulté le 17 décembre 2025, https://www.transparency.org/fr/publications/standards-for-integrity-in-political-finance-global-policy-position

35. Dell, G., “Tackling grand corruption impunity, Proposal for a definition and special measures”, Transparency International, 2023, consulté le 17 décembre 2025, https://www.transparency.org/en/publications/tackling-grand-corruption-impunity-proposals-for-definition-and-special-measures

36. Saunders, C. et Malone, K., “State capture: How to recognize and react to it”, IDEA International Constitutional Insight n° 10, 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://www.idea.int/publications/catalogue/html/state-capture-how-recognize-and-react-it

37. Büchner, I., “Chasing Grand Corruption: Hurdles to detection, investigation and prosecution of complex cases across the EU”, Transparency International, 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://files.transparencycdn.org/images/Report-Chasing-Grand-Corruption-English-2025-Oct.pdf

38. Fint, C., “Hegemonic retreat: Transactionalism as foreign policy”, The Geographical Journal, Vol. 191, Issue 4, 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://rgs-ibg.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/geoj.70007

39. Roberts, W., “US presidency: weaponised Department of Justice investigations prompt concerns over independence”, International Bar Association U.S., 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://www.ibanet.org/US-presidency-weaponised-Department-of-Justice-investigations-prompt-concerns-over-independence

40. Citizens for Responsibility and Ethics in Washington, “How President Trump is dismantling our democracy, one piece at a time”, 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://www.citizensforethics.org/reports-investigations/crew-reports/how-president-trump-is-dismantling-our-democracy-one-piece-at-a-time/

41. Transparency International France, « Affaire du financement libyen : une condamnation de Nicolas Sarkozy historique et inédite », Transparency International France, 25 septembre 2025, consulté le 9 janvier 2026, https://transparency-france.org/2025/09/25/affaire-du-financement-libyen-une-condamnation-de-nicolas-sarkozy-historique-et-inedite/

42. France 24, “Top French Court Upholds Former President Sarkozy’s Conviction for Illegal Campaign Financing”, France 24, 26 novembre 2025, consulté le 13 janvier 2026, https://www.france24.com/en/live-news/20251126-french-ex-president-sarkozy-risks-second-final-conviction

43. Laura Gozzi, “Nicolas Sarkozy Illegal Campaign Financing Conviction Upheld”, BBC News, 26 novembre 2025, consulté le 13 janvier 2026, https://www.bbc.com/news/articles/c74x55epn34o

44. Al Jazeera, “Angola: Isabel dos Santos Faces ‘Dirty Money’ Probe after UK Sanctions”, Al Jazeera, 18 décembre 2024, consulté le 9 janvier 2026, https://www.aljazeera.com/news/2024/12/18/angola-isabel-dos-santos-dirty-money-uk-sanctions

45. Škorić, V., “Civil Society Participation: An essential element in anti-corruption efforts”, Coalition de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://uncaccoalition.org/civil-society-participation-an-essential-element-in-anti-corruption-efforts/

46. Jenkins, M. *et al.*, “Strengthening Accountability Networks among Civil Society, Project Handbook 2021-2023”, Transparency International, 2024, consulté le 17 décembre 2025, https://files.transparencycdn.org/images/SANCUS-Project-Handbook_2024.pdf

47. Voir, par exemple, Transparency International, “Democracy at risk: Georgia moves to silence civil society”, 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://www.transparency.org/en/press/democracy-at-risk-georgia-moves-to-silence-civil-society

48. Comité pour la protection des journalistes (CPJ), “Turki al-Jasser”, CPJ, consulté le 19 décembre 2025, https://cpj.org/data/people/turki-al-jasser/

49. Comité pour la protection des journalistes, “Gastón Medina”, CPJ, consulté le 19 décembre 2025, https://cpj.org/data/people/gaston-medina/

50. Analyse de Transparency International à partir de données du Comité pour la protection des journalistes (CPJ), CPJ’s dataset of journalists and media workers killed, 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://cpj.org/data/killed/2025/ ?status=Killed&motiveConfirmed%5B%5D=Confirmed&motiveUnconfirmed%5B%5D=Unconfirmed&type%5B%5D=Journaliste&type%5B%5D= Media%20Worker&start_year=2025&end_year=2025&group_by=location

51. Transparency International, “Transparency International faces escalating attacks in Georgia”, 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://www.transparency.org/en/press/transparency-international-faces-escalating-attacks-in-georgia

52. Bergin, J., « Laissé·es de côté : La corruption au sein des services d’éducation et de santé en Afrique », Transparency International, 2024, consulté le 17 décembre 2025, https://www.transparency.org/fr/publications/left-behind-corruption-in-education-health-services-africa-fr

53. McDonald, E., Jenkins, M. et Fitzgerald, J., “Defying exclusion stories and insights on the links between discrimination and corruption”, Transparency International et Equal Rights Trust, 2021, consulté le 17 décembre 2025, https://files.transparencycdn.org/images/2021-Defying-exclusion-Report-v2-EN.pdf

54. Barnes, S. et Bergin, J., “Barriers to Basics: Corruption and Discrimination in Education and Health Services”, Transparency International et Equal Rights Trust, 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://files.transparencycdn.org/images/2025_Report_BarriersToBasics.pdf

55. Masamba, M., “Public Loans, Private Gains: Addressing corruption across the debt cycle”, Transparency International, 2025, consulté le 17 décembre 2025, https://www.transparency.org/en/publications/public-loans-private-gains-addressing-corruption-across-the-debt-cycle

ENGAGEZ-VOUS

Suivez-nous sur les médias sociaux, partagez vos opinions et discutez de la corruption avec des personnes du monde entier.

@anticorruption.bsky.social

/transparencyinternational

@anticorruption

@transparency-international

@Transparency_International

@transparency_international

@TransparencyIntl

RESTEZ INFORMÉ

Visitez notre site Web pour en savoir plus sur notre travail dans plus de 100 pays et inscrivez-vous pour recevoir les dernières actualités sur la lutte contre la corruption.

transparency.org

FAITES UN DON

Votre don nous aidera à soutenir des milliers de victimes de la corruption, à développer de nouveaux outils, à mener de nouvelles recherches et à veiller à ce que les gouvernements et les entreprises respectent leurs engagements. Nous voulons construire un monde plus juste et plus équitable. Avec votre aide, nous pouvons y arriver.

transparency.org/donate

Transparency International
Secrétariat international
Alt-Moabit 96, 10559 Berlin, Allemagne

Téléphone : + 49 30 34 38 200

ti@transparency.org
www.transparency.org

Blog : transparency.org/blog
Facebook : /transparencyinternational
Twitter/X : @anticorruption
LinkedIn : @transparency-international
Instagram : @Transparency_International
YouTube : @TransparencyIntl